

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 24 mars au 28 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
 EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
 (ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Total Energies et ses partenaires obtiennent une première tranche de financement bancaire pour l'oléoduc EACOP
- ❖ **Éthiopie** : Accord de principe avec le comité des créanciers sur la restructuration de la dette publique
- ❖ **Kenya** : Kenya Airways renoue avec les bénéfices, après plus de dix ans de pertes

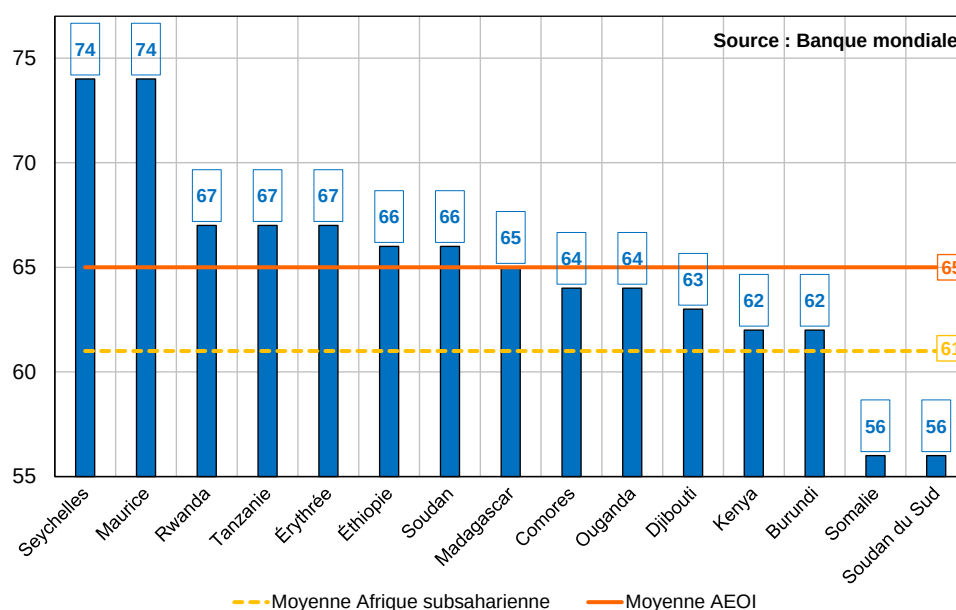
LE CHIFFRE À RETENIR

8,4 Md USD

ÉTHIOPIE : MONTANT DE LA DETTE
 PUBLIQUE RESTRUCTURÉE AVEC LES
 CRÉANCIERS OFFICIELS DU G20

Le graphique de la semaine

Afrique de l'Est et de l'Océan indien : espérance de vie en 2022



En 2022, l'espérance de vie moyenne en Afrique de l'Est et Océan Indien (AEIOI) s'élevait à 65 ans, soit un niveau supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne (61 ans), selon la [Banque mondiale](#). Les Seychelles et Maurice, pays les plus développés de la région, affichent la plus haute espérance de vie, atteignant 74 ans. À l'inverse, la Somalie et le Soudan du Sud, qui comptent parmi les PIB par habitant les plus faibles de la région, figurent en dernière position, avec une espérance de vie de 56 ans, en deçà de la moyenne subsaharienne. Un cas particulier est Madagascar, où l'espérance de vie atteint 65 ans, soit la moyenne régionale, malgré un PIB par habitant de 523 USD, bien inférieur à la moyenne de l'AEIOI (3191 USD).

REGIONAL

TotalEnergies et ses partenaires obtiennent une première tranche de financement bancaire pour l'oléoduc EACOP

La société en charge de la construction et de l'exploitation du projet d'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP), détenue à 62 % par TotalEnergies, 15 % par la compagnie pétrolière ougandaise UNOC, 15 % par la tanzanienne TPDC et 8 % par le Chinois CNOOC, vient d'obtenir la première tranche de financement extérieur de son ouvrage reliant Hoima en Ouganda au port tanzanien de Tanga. Ce premier tour de table réunit plusieurs institutions financières, dont la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la *Standard Bank of South Africa Limited*, la *Stanbic Bank Uganda Limited*, la *KCB Bank Uganda* et le guichet privé de la Banque Islamique de Développement. Pris dans son ensemble, l'avancement du projet est estimé à 50 % et les premières opérations d'évacuation de brut du lac Albert devraient être lancées au 2^{ème} semestre 2026.

BURUNDI

Le FMI mène un examen de la stabilité du secteur financier du pays

Le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI a mené une mission d'examen de la stabilité du secteur financier du 31 janvier au 13 février 2024. La mission a identifié trois principales vulnérabilités macro-financières : (i) la difficulté d'évaluer la qualité du crédit suite à l'essor des prêts en 2021-2022 ; (ii) le risque lié à la dépréciation du taux de change ; et (iii) le lien entre l'État et les banques. Pour renforcer la stabilité financière et soutenir la croissance économique, le rapport recommande de renforcer les capacités de supervision de la Banque de la République du Burundi et de faire face aux risques systémiques grâce à un cadre renforcé de gestion de crise.

COMORES

Adoption par l'Assemblée de projet de lois portant sur deux prêts internationaux

L'Assemblée de l'Union des Comores a adopté à l'unanimité deux projets de lois le 22 mars autorisant le président des Comores à ratifier des accords de financement. Le premier porte sur un prêt du Fonds saoudien pour le développement (FSD) d'un montant de 6,3 Md KMF (environ 12,8 M EUR), relatif à l'approvisionnement en eau potable de Moroni et de ses environs. Le second concerne un financement de l'ITFC, une entité de la Banque islamique de

développement (BID), signé en septembre 2024 relatif à une ligne de crédit de 20 M EUR. Cette dernière, qui cible le domaine de la sécurité alimentaire, sera mise en œuvre par la BDC et AFG, deux banques locales.

ÉRYTHREE

Signature d'un accord de financement avec la BAfD pour soutenir le secteur de l'énergie

L'Erythrée et la Banque Africaine de Développement (BAfD) ont signé un accord de subvention de 19,5 M USD pour soutenir le développement des énergies renouvelables. Les fonds financeront la construction de mini-réseaux solaires devant produire 12 MW dans les régions de Teseney (6 MW), Kerekebet (3 MW) et Barentu (3 MW). La mise en oeuvre du projet sera assurée par le ministère de l'Energie, la société érythréenne d'électricité et 25 entreprises locales. A son achèvement, le projet devrait bénéficier à plus de 235 000 érythréens (résidentiel, exploitations agricoles, zones agro-industrielles), 160 écoles ainsi que de 90 centres de santé tout en améliorant les systèmes d'approvisionnement en eau. Cet accord vient compléter une subvention de la BAfD en 2023 pour la construction d'une centrale photovoltaïque de 30 MW dans la ville de Dekemhare.

Objectif de croissance de +3,1 % en 2025, aligné sur les prévisions de la BAD

Le président érythréen Isaias Afwerki a présenté le 19 mars un plan de développement visant une croissance de +3,1 % en 2025. Ce programme met l'accent sur la gestion de l'eau, le développement des énergies renouvelables et l'amélioration des infrastructures, notamment dans le logement et les transports. Parallèlement, le gouvernement cherche à attirer des investissements privés, en particulier de la diaspora, pour stimuler des secteurs clés comme l'agriculture, l'industrie et l'hôtellerie. Cet objectif de croissance s'aligne sur les prévisions de la Banque africaine de développement (BAD), qui table sur une croissance de +3,1 % en 2025 (après +2,9 % en 2024), portée par l'essor du secteur minier et des services.

ÉTHIOPIE

Accord de principe avec le comité des créanciers sur la restructuration de la dette publique

Le ministère éthiopien des Finances a annoncé un accord de principe avec le comité des créanciers officiels du Cadre commun du G20, pour restructurer 8,4 Md USD de dette publique. L'accord

prévoit un allègement du service de la dette de 2,5 Md USD jusqu'en 2028, ouvrant la voie à des négociations bilatérales avec chaque créancier. Ce compromis participe à l'amélioration du cadre macroéconomique éthiopien engagée en juillet 2024 dans le cadre de l'octroi d'un prêt FMI de 3,4 Md USD, visant à restaurer la viabilité de la dette et viabiliser l'économie. L'Éthiopie avait amorcé cette restructuration dès 2021, dans un contexte de pressions accrues liées à la guerre civile, au Covid-19 et à des investissements publics insoutenables. Le gouvernement espère ainsi débloquer de nouveaux financements et rétablir la confiance des bailleurs.

L'autorité éthiopienne du marché des capitaux (ECMA) délivre cinq licences

Le 22 mars, l'ECMA a délivré des licences de prestataires de services des marchés des capitaux à cinq entités financières. La *CBE Capital SC* et la *Wegagen Capital Investment Bank SC* ont obtenu des licences de banques d'investissement. La *HST investment Advisory Services PLC* et l'*Equation Securities Investment Advisor PLC* ont obtenu des licences de conseiller en investissement en valeur mobilières tandis que l'*Ethio-Fidelity Securities SC* a obtenu une licence de négociateur en valeurs mobilières. Cette délivrance de licences marque une nouvelle étape pour l'ECMA qui auparavant ne comptait que quatre prestataires de service, agréés uniquement pour des services de conseil en investissement. L'octroi de licences de banque d'investissement à des entités affiliées à deux banques commerciales est conforme à la directive de la banque centrale éthiopienne, qui autorise les banques à acquérir jusqu'à 100 % du capital des prestataires de services du marché des capitaux.

La réforme du transport maintient le monopole de fait d'*Ethiopian Shipping and Logistics* (ESL)

L'ouverture du secteur logistique en Éthiopie à des opérateurs multimodaux constitue une avancée limitée par des restrictions qui maintiennent, pour l'instant, le monopole de fait de la compagnie d'Etat ESL. Présente sur le marché depuis plus de 20 ans, ESL gère plus de 90 % du volume logistique du pays. L'entreprise conserve un contrôle exclusif sur les importations en provenance de Chine et des EAU, représentant 70 % du marché ainsi que sur les cargaisons en vrac, dont les engrais. Bien que six nouvelles entreprises aient été autorisées à opérer, elles doivent remplir des conditions exigeantes, comme posséder un terminal d'au moins 5 hectares et une flotte de 30 camions. ESL exploite également

8 ports secs à travers le pays et la question de leur mise en location aux nouveaux entrants reste en suspens. Certains acteurs plaident pour une libéralisation plus large du marché afin que la concurrence émergente puisse réellement améliorer les standards logistiques et réduire les coûts.

KENYA

Kenya Airways renoue avec les bénéfices, après plus de dix ans de pertes

En 2024, *Kenya Airways* a dégagé un bénéfice avant impôts de 5,5 Md KES (soit 42,8 M USD), après avoir enregistré une perte de 22,9 Md KES en 2023. Cette amélioration s'explique en grande partie par des gains de change de 10,55 Md KES, liés à l'appréciation de plus de 20 % du *shilling* kényan face au dollar, contre une perte de 15,0 Md KES en 2023. Le résultat d'exploitation a également progressé, atteignant 16,6 Md KES, porté par une hausse des revenus et une réduction des coûts. La compagnie, fragilisée par une expansion non maîtrisée en 2018 et des difficultés financières accrues par la crise du COVID-19, a bénéficié du soutien de l'État, qui a remboursé un prêt de 150 M USD début 2025.

Nouveaux ministres : Santé et Environnement

Dans le cadre d'un remaniement partiel, Aden Bare Duale, auparavant ministre l'Environnement, du Changement Climatique et des Forêts, a été nommé à la tête du Ministère de la Santé. La Dr. Deborah Mlongo Barasa, qui occupait ce poste, a remplacé M. Duale en tant que ministre de l'Environnement, du Changement Climatique et des Forêts.

MADAGASCAR

Attribution de deux marchés au titre du Projet d'Interconnexion et de Renforcement des Réseaux de Transport d'Énergie Electrique (PRIITEM) pour 65 MEUR

Deux marchés relatifs aux principales sous-composantes ont été attribués dans le cadre de la 2^{ème} phase du PRIITEM pour un montant total de 64,5 MEUR. Le premier lot (41,2 M EUR), qui porte sur la construction d'une ligne haute tension de 126 km à 220 kV entre Tamatave et Antsampanana, a été attribué à l'entreprise indienne Angélique International. Le deuxième lot (24,3 M EUR), qui concerne la construction de deux postes d'interconnexion à Antsampanana et Tamatave, est confié à l'entreprise chinoise *China Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co.* Le PRIITEM II, d'un coût total de 101 M EUR, est

co-financé par des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI), de la Banque Africaine de développement (BAD), de la KOEXIM sud-coréenne, du Fonds OPEP pour le développement international et une contribution de l'Etat malgache.

MAURICE

Hausse de plus de 12 % du bénéfice avant impôts du groupe SBM en 2024

Selon son dernier rapport financier, le groupe mauricien SBM Holdings, deuxième établissement bancaire du pays, a enregistré pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2024, un bénéfice avant impôts de 5,6 Md de MUR (environ 112,9 M EUR), soit une augmentation de +12,1 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice après impôts s'établit quant à lui à 4,3 Mds de MUR (87,7 M EUR). Les prêts et avances à la clientèle non bancaire se sont accrus de +16,5 %, pour atteindre 172,7 Mds MUR (3,5 Md EUR) au 31 décembre. Dans le même temps, les dépôts de la clientèle non bancaire ont progressé de +23,7 %, pour s'établir à 359,5 Md MUR (7,3 Md EUR). Le total des actifs a atteint 433,6 Md MUR (8,8 Md EUR), soit +19,7 %. Le ratio des fonds propres de niveau 1 et le ratio total d'adéquation des fonds propres (CAR) sont à respectivement de 14,6 % et 19,2 %.

UGANDA

Le pays signe deux protocoles d'accord financier avec la Chine et le Japon

Le premier concerne une subvention de la Chine de 101,3 Mds UGX (25 MEUR) pour des soutenir des investissements dans divers secteurs tels que l'agro-industrie, l'irrigation par l'énergie solaire, la transformation des minerais mais aussi la santé avec un fort accent sur la lutte contre le paludisme. Pour mémoire, ce don avait été décidé lors du Forum Chine Afrique (FOCAC) de 2024 durant lequel la Chine s'était engagée à élever la relation sino-ougandaise au rang de partenariat de coopération stratégique global. Le deuxième texte est également adossé à une subvention de 121 Mds UGX (30 MEUR) de la Banque de développement japonaise (JICA) affectée à la reconstruction du pont de Karuma (Nord-Ouest), un ouvrage jugé stratégique pour la connectivité régionale.

Présentation au Parlement du projet de loi sur les institutions de refinancement hypothécaire

Le ministre des finances a défendu la semaine dernière au Parlement le projet de loi en faveur du

refinancement hypothécaire (*Mortgage Refinance Institutions Bill*, 2025). Le texte vise à réglementer l'activité des institutions du secteur, placées sous contrôle de la Banque centrale et à définir les mesures de liquidation des actifs. Cette loi doit accroître les liquidités des institutions financières et celles des institutions de dépôt de la microfinance pour l'émission de prêts hypothécaires à long terme avec l'optique d'abaisser les taux d'intérêt. Actuellement, aucune loi ne régit la création d'institutions de refinancement hypothécaire en Ouganda et les prêteurs hypothécaires primaires s'appuient sur les dépôts des clients et d'autres emprunts à court terme pour financer les facilités de crédit à longue maturité.

RWANDA

Hausse de la croissance en 2024

Selon l'Institut national de la statistique du Rwanda, la croissance s'est élevée en 2024 à +8,9 % (après +8,2 % en 2023). Les services (+10 %) et le secteur industriel (+10 %) ont tiré cette croissance, suivi par le secteur agricole (+5 %). Le secteur des services représente près de la moitié du PIB rwandais (48 % du total) suivi par l'agriculture (25 %) et le secteur industriel (21 %). Selon les données de la Banque nationale du Rwanda, la croissance devrait légèrement diminuer en 2025 et 2026 (+7 % en 2025 et 2026), tout en restant encore dynamique.

SOMALIE

La Somalie rejoint Afreximbank

La Somalie a officiellement adhéré à l'Accord portant création de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), devenant ainsi son 53ème État membre africain. Cette adhésion intervient à un moment opportun, car la Somalie a rejoint le bloc commercial régional de la Communauté de l'Afrique de l'Est en 2024 et mené à bien le processus d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés.

SOUDAN

Clôture de projets en difficulté à la demande des bailleurs de fonds

Plusieurs projets financés par des bailleurs de fonds, dont la mise en place est en difficulté, seront clôturés. Cette mesure a été décidée à la demande de la Banque mondiale, la Banque africaine du Développement, la *Development Islamic Bank* et le *Kuwait Fund for Arab Economic Development* (KFAED). Le Secrétaire général du ministère des

Finances a précisé que l'arrêt des projets en question éviterait au gouvernement l'accumulation des intérêts sur les montants de financement déboursés. Il a signalé, en outre, que le Soudan a obtenu de nouveaux dons pour des projets dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaires, à la suite d'une reprogrammation d'anciens projets suspendus. Pourtant, la mise en place de ces derniers sera assurée par les partenaires du développement et non par les institutions gouvernementales.

Une délégation saoudienne pour le financement de la reconstruction

Le 27 mars, une délégation saoudienne s'est rendue à Port Soudan, regroupant des représentants du ministère des Affaires étrangères, du *Saudi Fund for Development*, du *Public Investment Fund* ainsi que du *King Salman Humanitarian Aid And Relief Centre*. Selon l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite, cette visite avait pour objectif d'évaluer les besoins financiers du Soudan pour les six prochains mois dans le cadre de la reconstruction. Trois domaines seraient priorisés : l'électricité, la santé et les infrastructures. L'Ambassadeur a annoncé également que la délégation avait fait don d'un scanner de marchandises à l'aéroport de Port Soudan.

SOUDAN DU SUD

Reprise du paiement des salaires aux fonctionnaires après un an de suspension

Le gouvernement a procédé au versement des salaires des fonctionnaires ainsi qu'aux membres des forces de sécurité pour les mois de février et mars. Cette reprise intervient après une suspension de douze mois des paiements en raison de la crise financière que traverse le pays depuis 2023 qui s'est accentuée en 2024. En 2024, les fonctionnaires n'avaient reçu que deux mois de salaire. Le vice-président en charge des affaires économiques a affirmé que les salariés recevront désormais leur paiement le 24 de chaque mois et a également annoncé la mise en place d'un plan pour un règlement progressif des arriérés.

TANZANIE

Une entreprise publique chinoise obtient une concession de 30 ans pour la ligne de chemin de fer TAZARA

L'entreprise chinoise *China Civil Engineering Construction Corporation* (CCECC) a obtenu la concession pour la rénovation et la gestion du chemin de fer reliant la Tanzanie à la Zambie (TAZARA) pour une durée de 30 ans. L'entreprise prévoit d'investir 1 Md USD dans la rénovation des rails et 400 MUSD dans la fourniture de 32 locomotives et 762 wagons pour augmenter les capacités de fret et de passagers. En contrepartie, la CCECC obtient le droit d'exploiter l'infrastructure dès la fin des travaux. Le TAZARA est un axe stratégique qui permet d'acheminer les minerais zambiens (dont le cuivre) jusqu'au port de Dar es Salaam. Ce contrat qui prend la forme d'un PPP est le premier d'un montant aussi élevé en Tanzanie. Le TAZARA se veut aussi un exemple de la coopération sino-tanzanienne puisque la ligne a été financée par le gouvernement chinois entre 1970 et 1975 et construite par la CCECC.

En quatre ans, la Tanzanie a atteint un nombre record de projets d'investissements

Entre mars 2021 (début du mandat de la Présidente Hassan) et février 2025, le *Tanzania Investment Centre* (TIC) a enregistré 2099 projets, représentant un total de 25,3 Mds USD. L'industrie est le principal secteur pour les investisseurs avec 951 projets pour un montant total de 10,1 Md USD. Le nombre d'emplois créés envisagé grâce à ces investissements est de 539 000. Sur ces projets, 901 sont financés par des investissements directs étrangers (IDE) notamment grâce aux incitations à l'investissement qui figurent dans l'*Investment Act* de 2022. Les principales régions qui attirent les investisseurs sont la capitale économique Dar es Salaam et la région côtière.